

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Mercredi (après-midi) 9 septembre 2015

Direction des finances

23 2015.RRGR.319 Motion 098-2015 Brand (Münchenbuchsee, UDC) Evaluation des immeubles: respecter la jurisprudence du Tribunal administratif

N° de l'intervention: 098-2015
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 16.03.2015
Déposée par: Brand (Münchenbuchsee, UDC) (porte-parole)
Iseli (Zwieselberg, UDC)
Haas (Berne, PLR)
Cosignataires: 14
Urgence: refusée le 19.03.2015
N° d'ACE: 904/2015 du 12 août 2015
Direction: FIN

Evaluation des immeubles: respecter la jurisprudence du Tribunal administratif

Le Conseil-exécutif est chargé des mandats suivants :

1. engager l'Intendance des impôts à l'obligation de respecter la jurisprudence du Tribunal administratif en rapport avec l'évaluation extraordinaire des immeubles ;
2. rendre compte dans un rapport simple du nombre de cas d'évaluation extraordinaire qui sont intervenus depuis 2010 et dans lesquels la jurisprudence du Tribunal administratif n'a pas été prise en compte ; le rapport devra renseigner également sur ce que le Conseil-exécutif se propose d'entreprendre en ce qui concerne ces évaluations et en particulier sur sa volonté de faire corriger les taxations illégitimes.

Développement :

L'Association des Propriétaires Fonciers du canton de Berne a réuni un certain nombre de cas documentés où l'Intendance des impôts a fait fi de la pratique constante du Tribunal administratif dans le domaine de l'évaluation extraordinaire d'immeubles. Les documents peuvent être publiés si cela répond à un intérêt. Diverses informations communiquées par les membres de l'association laissent à penser que systématiquement, l'Intendance des impôts fait fi de la pratique constante du Tribunal administratif en ce qui concerne l'évaluation extraordinaire. Selon cette pratique constante, une évaluation extraordinaire de la valeur officielle n'est légitime que quand les travaux entraînent une hausse minimale de dix pour cent de la valeur officielle (cf. dernier jugement du Tribunal administratif du canton de Berne à ce sujet, du 12.6.2012, JTA 22759, cons. 3).

Comme le constate clairement le Tribunal administratif, le fait qu'il s'agisse en l'occurrence d'une rénovation ou d'un assainissement ne joue aucun rôle, aussi longtemps que les travaux en question ont pour effet d'augmenter la valeur de moins de 10 pour cent.

La manière de procéder de l'Intendance des impôts est d'autant plus étonnante que lors de la dernière révision de la loi sur les impôts, le Grand Conseil a nettement rejeté une proposition du Conseil-exécutif visant à faire adapter l'article 183, alinéa 1, lettre a et alinéa 2 LI, adaptation qui entraînait la suppression de la limite de 10 pour cent (cf. Rapport du Conseil-exécutif concernant la révision 2008 de la loi sur les impôts, ch. 5.2.2 Article 183: évaluation extraordinaire, pp. 18 ss). La teneur de l'article 183 LI est donc restée inchangée. Depuis, le silence qualifié du législateur confirme la pratique constante du Tribunal administratif. Il n'est pas acceptable que l'autorité fiscale fasse fi non seulement de la jurisprudence, mais également de la volonté claire du législateur.

L'Intendance des impôts ne motivant pas ses décisions de taxation et ne chiffrant pas davantage la dernière valeur officielle de l'immeuble, le contribuable n'a pas la possibilité, sans avoir consulté le dossier fiscal, de juger de la légitimité de l'adaptation. S'il fait opposition, la taxation est corrigée très légèrement, et s'il fait valoir expressément la règle des 10 pour cent, son opposition est retenue,

dans ce cas au motif que l'augmentation de la valeur officielle a eu lieu par erreur. Dans la motivation standard, l'Intendance des impôts n'entre même pas en matière sur l'opposition à proprement parler.

Si le contribuable fait recours auprès de la Commission de recours en matière fiscale alors que la correction de la taxation a été insignifiante, l'Intendance des impôts corrige la taxation d'office sans attendre l'issue de la procédure de recours.

Réponse du Conseil-exécutif

Selon les auteurs de la motion, l'Intendance des impôts aurait ignoré la jurisprudence du Tribunal administratif relative aux évaluations extraordinaires dans un certain nombre de cas. Les auteurs rappellent qu'en cas de rénovation et d'assainissement une évaluation extraordinaire se justifie uniquement quand les travaux entraînent une hausse minimale de dix pour cent de la valeur officielle. Selon eux, l'Intendance des impôts fait systématiquement fi de cette exigence.

Les auteurs de la motion ont raison dans leur interprétation des dispositions applicables: les rénovations et les assainissements entraînent une réévaluation des immeubles uniquement lorsque les modifications de la construction induisent, ensemble, une hausse ou une baisse de la valeur officielle supérieure à dix pour cent. Lorsque les travaux sont échelonnés, il est procédé à l'évaluation extraordinaire (seulement) quand les modifications apportées à l'immeuble depuis la dernière évaluation induisent, ensemble, une modification de la valeur officielle supérieure à dix pour cent.

Cette interprétation, qui est celle retenue par le «Praxiskommentar zum Berner Steuergesetz» (commentaires sur l'art. 183 de la loi sur les impôts, LI, tome II, édition 2011), est aussi celle de l'Intendance cantonale des impôts. A cet égard, l'Intendance des impôts signale qu'elle accorde une attention toute particulière au respect de la règle des dix pour cent.

Lorsqu'une rénovation ou un assainissement entraînent une modification de la valeur officielle inférieure à dix pour cent, la nouvelle valeur officielle n'est pas notifiée. Mais elle est enregistrée dans un «compte témoin» pour servir de base de calcul lors de rénovations et assainissements ultérieurs. Par souci de transparence, l'Intendance des impôts avise systématiquement les contribuables de cette mise en compte. Mais la valeur calculée déploiera ses effets seulement lors de la prochaine rénovation ou du prochain assainissement, au moment où il faudra prendre en compte l'ensemble des travaux exécutés jusque-là.

Rappelons que l'évaluation extraordinaire est une procédure à large échelle. Concrètement, les estimateurs et estimatrices à titre accessoire exécutent plus de 20 000 évaluations extraordinaires avec visite des lieux **par an** depuis 2010. Dans deux à quatre pour cent de ces cas, les travaux réalisés (rénovation ou assainissement) entraînent une variation de la valeur officielle de moins de dix pour cent. Ce ne sont pas moins de 4 100 dossiers dont l'évaluation est suspendue (compte témoin) qui sont pendants en permanence à l'Intendance des impôts.

Comme l'évaluation extraordinaire concerne un grand nombre de cas parfois complexes (ainsi que cela a été démontré), on ne peut pas exclure totalement des erreurs d'appréciation. La complexité de ces dossiers est due à plusieurs raisons:

- Evaluations extraordinaires dues à des modifications de la construction (art. 183, al. 1, lit. a LI)

Dans ce cas, il faut distinguer les rénovations et les assainissements d'une part et les autres modifications d'autre part (nouvelle construction, transformation, démolition, etc.). La règle des dix pour cent ne s'applique justement qu'aux rénovations et assainissements. Pour ce qui est des autres modifications de la construction, la nouvelle valeur officielle est notifiée même si sa modification est inférieure à dix pour cent.

- Evaluations extraordinaires dues à d'autres motifs

Outre les modifications de la construction, il y a de nombreux autres motifs justifiant une évaluation extraordinaire (cf. art. 183, al. 1, lit. b à f LI: modifications de l'affectation ou de l'état de terrains et de bâtiments, modification de l'exploitation ou des bases d'exploitation d'entreprises ou d'immeubles agricoles, constitution, modification ou suppression de droits, charges et concessions ayant un effet sur la valeur officielle, naissance ou disparition des conditions requises pour l'évaluation à la valeur de rendement de terrains situés dans la zone à bâtir, modification de la surface, changement de zone, équipement ou amélioration de terrains). La règle des dix pour cent ne s'applique à aucun de ces cas; autrement dit, la nouvelle valeur officielle est notifiée même si sa modification est inférieure à dix pour cent.

- Evaluations extraordinaires dues à plusieurs motifs à la fois

Dans de nombreux cas, plusieurs motifs sont simultanément à l'origine d'une évaluation extraordinaire. Ainsi, des rénovations et des assainissements peuvent coïncider avec de nouvelles constructions, une transformation, de nouvelles installations, des agrandissements, des morcellements, des modifications de surface, la constitution ou la suppression de servitudes, des changements d'affectation, etc. En l'occurrence, il faut tenir compte de la portée spécifique de chacun des motifs de réévaluation.

– Evaluation extraordinaire ou correction?

L'évaluation extraordinaire est enfin d'autant plus complexe que l'Intendance des impôts doit procéder à une correction selon l'article 181, alinéa 4 LI et non pas à une évaluation extraordinaire lorsqu'elle constate des omissions et des inexactitudes de l'évaluation en vigueur au moment considéré. Logiquement, ces constatations ne doivent pas être prises en compte lors de l'examen des conditions requises pour une évaluation extraordinaire selon l'article 183 LI (règle des 10%). Ainsi, il faut systématiquement bien distinguer les assainissements, les rénovations, les agrandissements ou les transformations qui n'ont pas été pris en compte lors de la dernière évaluation (correction selon l'art. 181, al. 4 LI) et ceux qui ont été exécutés depuis (éventuellement évaluation extraordinaire selon l'art. 183 LI).

La section Evaluation officielle de l'Intendance des impôts vérifie systématiquement toutes les évaluations extraordinaires faites par les estimateurs et estimatrices à titre accessoire. Vu la complexité avérée de ces évaluations et le grand nombre de dossiers que cela représente et malgré les contrôles systématiques, on ne peut pas totalement exclure qu'une valeur officielle soit notifiée alors que les travaux de rénovation et d'assainissement pris en compte n'aient pas à eux seuls entraîné une variation de la valeur officielle de plus de dix pour cent.

En pratique, on constate que les intéressés forment systématiquement réclamation dans de tels cas et que l'ancienne valeur officielle est confirmée en procédure de réclamation. Les auteurs de la motion mentionnent cinq cas concrets dans lesquels l'ancienne valeur officielle a été confirmée en procédure de réclamation. Les cas en question datent des années fiscales 2005, 2011, 2012 (encore pendant), 2013 et 2014.

L'Intendance des impôts déplore ces erreurs, mais souligne qu'il s'agit d'exceptions. Elle estime que la jurisprudence du Tribunal administratif est sans ambiguïté et elle s'assure du respect de la règle des dix pour cent par des contrôles internes systématiques.

C'est pourquoi le Conseil-exécutif ne voit aucune raison d'engager particulièrement l'Intendance des impôts à respecter la jurisprudence (chiffre 1 de la motion). Tout service cantonal doit remplir ses fonctions sans instruction expresse mais simplement en se basant sur les dispositions légales et la jurisprudence des tribunaux. Cette règle s'applique à l'Intendance des impôts comme tous les autres services du canton. Le Conseil-exécutif propose donc l'adoption du point 1 de la motion et son classement simultané.

Les auteurs de la motion demandent par ailleurs au Conseil-exécutif de rendre compte, dans un «rapport simple», du nombre de cas d'évaluations extraordinaires qui sont intervenus depuis 2010 et dans lesquels la jurisprudence du Tribunal administratif n'a pas été prise en compte (chiffre 2 de la motion). Cela a été dit, il n'y a pas de raison justifiant l'établissement d'un rapport de cette nature, de sorte que l'on peut en faire l'économie et épargner les frais élevés qu'il générerait. En effet, ce rapport coûterait très cher parce qu'il faudrait réclamer aux communes et examiner un à un les dossiers des quelques 20 000 évaluations extraordinaires annuelles avec visite des lieux, soit plus de 100 000 dossiers au total sur la période concernée. Cet examen engendrerait des charges de personnel extrêmement élevées et prendrait beaucoup de temps étant donné le manque de personnel disponible. Un «rapport simple» comme l'entendent les auteurs de la motion est donc absolument impossible. Le Conseil-exécutif propose donc le rejet du point 2 de la motion.

Proposition du Conseil-exécutif :

Vote point par point

Point 1: adoption et classement

Point 2: rejet

Le président. Der Regierungsrat ist bereit, Ziffer 1 anzunehmen und gleichzeitig abzuschreiben. Ziffer 2 lehnt der Regierungsrat ab.

Peter Brand, Münchenbuchsee (UDC). Für diejenigen, die es nicht wissen: Ich bin Präsident des kantonalen Hauseigentümerversands. Das Thema, das ich hier aufgreife, beschäftigt uns seit

Jahrzehnten. Die Praxis des Verwaltungsgerichts ist offensichtlich ein Dorn im Auge der Steuerverwaltung. Bei der letzten Änderung des Steuergesetzes, als ich die Kommission präsidieren durfte, wollte die Steuerverwaltung Artikel 183 Absatz 1 des Steuergesetzes, bei dem es um dieses Thema geht, ändern. Damit wollte sie eine Änderung der Praxis des Verwaltungsgerichts herbeiführen, indem das Thema gesetzlich anders geregelt werden sollte. Der Grosse Rat lehnte dies damals ausdrücklich ab. Damit gilt die Praxis des Verwaltungsgerichts weiter. Doch gehen laufend Beschwerden von Eigentümerinnen und Eigentümern ein, die sagen, dass sich die Steuerverwaltung nicht an die Praxis des Verwaltungsgerichts halte. Wir haben gegenüber der Steuerverwaltung fünf Fälle offengelegt. Sie sagen zwar, fünf Fälle seien nicht viel, aber fünf Fälle sind immerhin fünf Fälle. Und viele unserer Mitglieder wollten ihre Fälle gegenüber der Steuerverwaltung nicht offen legen, weil sie den Konflikt mit ihr scheuen. Dies aus Unkenntnis und vielleicht auch, weil sie den Eindruck haben, wenn die Verwaltung etwas mache, stimme das sicher. Ziffer 1 ist in diesem Sinn nicht erledigt und ich bitte Sie, sie anzunehmen und nicht abzuschreiben. Es ist seltsam, wie die Steuerverwaltung wegen Artikel 183 Absatz 1 Steuergesetz argumentiert. In Artikel 183 werden Neubau, Umbau, Abbruch von Gebäuden und Anlagen, Sanierungen und grössere Renovationen und ähnliches erwähnt. Die Regierung sagt dann in ihrer Antwort, die Praxis des Verwaltungsgerichts betreffe nur Renovationen und Sanierungen, was aber schlicht nicht stimmt und nicht dem Gesetzeswortlaut entspricht. Das ist schon etwas seltsam, wenn man davon ausgeht, dass sich die Steuerverwaltung an die Regeln des Gesetzes und der Gerichte halten sollte. Das zeigt ein weiteres Mal, dass Ziffer 1 der Motion angenommen, aber nicht abgeschrieben werden sollte.

In Ziffer 2 der Motion verlange ich einen einfachen Bericht. Ich verlange kein ein dickes Buch, auch keinen fünfseitigen Bericht. Der wird ohnehin von niemandem hier im Saal gelesen – auch von mir nicht. Ich verlange einfach eine Zusammenstellung der Fälle, wo die amtlichen Werte zwischen 1 und 10 Prozent erhöht worden sind. Diese Zusammenstellung lässt sich anhand der EDV ganz sicher mit einem relativ kleinen Aufwand machen. Der Aufwand wird also nicht gross sein und man braucht nicht x Leute zusätzlich dafür anzustellen. Es geht mir vor allem darum, die Steuerverwaltung und die Regierung dazu zu bringen aufzuzeigen, wie sie mit denjenigen Fällen umgehen will, bei denen unrechtmässige Veranlagungen vorgenommen wurden und die rechtskräftig geworden sind. Es geht um Grundzüge.

Wenn die Steuerverwaltung sagt, man könne ja als Eigentümer einfach Einsprache machen, macht sie sich das relativ einfach. Ich als einfacher Bürger gehe davon aus, dass die Verfügung, die ich von der Steuerverwaltung erhalten habe, den Gesetzen und der Rechtsprechung entspricht und ich nicht jede einzelne Verfügung kontrollieren muss, ob sie tatsächlich dem entspricht oder nicht und mir dann bei jeder einzelnen Verfügung überlegen muss, ob ich Einsprache machen soll oder nicht. Das kann es nicht sein. Ich erwarte, dass Gesetz und Rechtsprechung eingehalten werden. Ich bitte Sie, diese Motion anzunehmen und keine Abschreibung zu machen.

Le vice-président Carlos Reinhard prend la direction des délibérations.

Carlos Reinhard, Thoune (PLR), vice-président. Wollen die Mitmotionäre das Wort? – Das scheint nicht der Fall zu sein.

Samuel Leuenberger, Trubschachen (PBD). Grundsätzlich haben wir im Steuerverfahren und in der Veranlagungspraxis ein Einsprache- und Rechtsmittelverfahren. Dabei handelt es sich um ein standardisiertes Verfahren, mit dem sich alle Grundeigentümerinnen und Grundeigentümer bei einer Neuveranlagung der amtlichen Werte und auch bei den Festlegungen der Eigenmietwerte zur Wehr setzen können. In diesem Punkt sind ich und meine Fraktion mit dem Vorredner nicht ganz einverstanden, wenn er sagt, dass sich die betroffenen Grundeigentümerinnen und Grundeigentümer nicht zur Wehr setzen können. Wir rufen hier diejenigen, die mit ihrer amtlichen Einschätzung nicht einverstanden sind – auch im Rahmen der ausserordentlichen Neubewertung – dazu auf, die entsprechenden Einsprache- und Rechtsmittelverfahren in Anspruch zu nehmen. Nichts desto trotz beinhaltet dieser Vorstoss einen latenten Vorwurf an die Abteilung Amtliche Bewertung der Steuerverwaltung, es sei offensichtlich mehrfach gegen Verwaltungsgerichtsentscheide verstossen worden. Ob das, wie es suggeriert wird, vorsätzlich passiert ist oder nicht, spielt grundsätzlich keine Rolle; mit dem vorliegenden Vorstoss liegt dieser latente Vorwurf in der Luft. Aus diesem Grund ist die BDP bereit, grundsätzlich bei diesem Vorstoss mitzuhelfen und auch Ziffer 2 als Motion zu überweisen. Dieser verlangt, es sei in einem kurzen

Bericht darzulegen, ob dieser Vorwurf überhaupt zutrifft, ob diese Fälle sich in den letzten Jahren gehäuft haben, oder ob sich irgendeine Systematik dahinter verbirgt, und wie allenfalls falsche Veranlagungen korrigiert werden könnten. Wir möchten damit nicht dazu aufrufen, das Rechtsmittel- und Einspracheverfahren mit politischen Vorstössen auszuhebeln. Vielmehr möchten wir hier der Steuerverwaltung die Chance zu geben, offenzulegen, dass sie rechtsgemäss arbeitet, wovon wir grundsätzlich ausgehen.

Die BDP wird Ziffer 1 überweisen, aber abschreiben. Ziffer 2 werden wir als Motion überweisen. Doch muss dieser Vorwurf dann zurückgenommen werden, wenn in einem Kurzbericht nachgewiesen wird, dass die Steuerverwaltung grundsätzlich korrekt arbeitet, und sich die allenfalls falschen Veranlagungen im Prozent- oder Promillebereich bewegen, also im Bereich der üblicherweise falschen Veranlagungen, wie das halt bei Massengeschäften passieren kann.

Thomas Fuchs, Berne (UDC). Auch die SVP empfiehlt Ihnen, beide Ziffern der Motion zu überweisen. Für uns ist das ein ganz normaler Vorgang: Wenn ein Hinweis besteht, etwas laufe nicht so, wie es sollte, ist es richtig, wenn der Regierungsrat interveniert. Den Artikel, der klar von baulichen Veränderungen spricht – das heisst Neubau, Umbau, Abbruch von Gebäuden und Anlagen, Sanierungen und Renovationen –, kann man nicht plötzlich so auslegen, als ob er nur noch Sanierungen und Renovationen betreffe. Gerade die rot-grüne Seite sollte ein Interesse an der korrekten Anwendung haben, denn wir gehen davon aus, dass die Steuerverwaltung vor allem die Solar- und Photovoltaik-Anlagen im Visier hat. Das heisst, wenn jemand eine solche Anlage installiert, bedeutet das einen Mehrwert, auch wenn es sich dabei nur um einen kleinen Prozentsatz handelt, und mit dem versucht man dann, den amtlichen Wert zu erhöhen. Wenn jemand das auf sich nimmt und mit einer Solar- oder Photovoltaikanlage ein Zeichen setzen will, sollte man ihn nicht als Erstes mit einer neuen Einschätzung des amtlichen Wertes bestrafen.

Zu Ziffer 2, Herr Brand hat es klar gesagt: Er will keinen Bericht, der möglichst umfassend ist, sondern einen Kurzbericht. Das sollte mit den heutigen EDV-Anlagen der Steuerverwaltung durchaus möglich sein. Dies, auch wenn man es vielleicht nicht gewohnt ist, einfach zu arbeiten.

Roberto Bernasconi, Malleray (PS). Je serai assez bref. Le groupe socialiste vous recommande d'accepter le point 1 sous forme de motion, mais de le classer. Toutes les situations extraordinaires sont prises en compte par la section d'évaluation officielle de l'Intendance des impôts, et il est clair que l'on fait confiance à l'Intendance des impôts. Comme l'a dit mon préopinant, s'il y a des recours qui sont à faire, ils seront traités. En ce qui concerne le point 2, dans la réponse du gouvernement on voit que ce petit rapport ne peut pas être un simple rapport puisqu'il sera compliqué, il y a plus de 100 000 cas et 20 000 évaluations extraordinaires, donc c'est un rapport qui coûtera beaucoup d'argent. On ne sait pas à la fin si ce rapport sera très utile, donc, au vu des coûts que va engendrer ce rapport, je demande de refuser ce point 2.

Adrian Haas, Berne (PLR). Es wurde schon fast alles gesagt und ich mache es kurz: Auch wir sind für die Überweisung dieser Motion. Auch wir haben Mühe mit der Auslegung des Artikels 183 Absatz 1 Buchstabe a, wonach eine Beschränkung auf Renovationen und Sanierungen vorgenommen werden soll. Wir verstehen unter baulichen Massnahmen und Veränderungen etwas anderes und wären dankbar, wenn man uns diese Praxis noch etwas näher erläutern würde. Es wird ja ein einfacher Bericht verlangt und nicht «e dicke Schunke». Deshalb können wir auch Ziffer 2 zustimmen.

Natalie Imboden, Berne (Les Verts). Man hat den Eindruck, hier handle es sich um eine Diskussion der Hauseigentümerinnen und Hauseigentümer. Die grüne Fraktion hält es wie die Regierung: Wir nehmen Ziffer 1 an und schreiben sie gleichzeitig ab.

Die Argumentation unter Ziffer 2, warum es einen einfachen Bericht braucht, überzeugt uns nicht. Wir haben schon einmal über einfache Berichte diskutiert. Was ist ein einfacher Bericht in einem so genannten Massengeschäft, also bei 100 000 Fällen? Uns ist nicht ganz klar, wie das in einen einfachen Bericht verpackt werden kann. Wir sehen nicht, wie man das einfach machen kann. Und die Regierung schreibt das ja auch in ihrer Antwort. Der Rechts- und der Beschwerdeweg steht hier den Leuten offen. Sie sollen diese Instrumente nutzen, und wenn man nicht einverstanden ist, kann und soll man sich dieser Instrumente bedienen. Dafür sind sie da. Gemäss Votum von Herrn Brand wollen anscheinend die Hauseigentümer ihre Sachen nicht offenlegen. Das erstaunt mich. Wenn sie ein berechtigtes Interesse haben, die Beurteilung durch die Steuerverwaltung nicht zu akzeptieren,

müssen sie halt ihre Daten offenlegen und den Weg, der vorgeschrieben ist, unter die Füsse nehmen.

Hans Kipfer, Thoune (PEV). Kollege Brand unterstellt als erstes der Steuerverwaltung, sie halte die Praxis der Rechtsprechung nicht ein. Die Regierung erläuterte in der Antwort, wie die Verfahren ablaufen und stellt richtig, es müsse zwischen einer ausserordentlichen Neubewertung und einer Korrektur unterschieden werden. Es ist absolut richtig, wenn der Staat versucht, eine möglichst passende und zeitgerechte Bewertung der Grundstücke vorzunehmen und Bewertungsschlupflöcher zu stopfen. Die Steuerverwaltung hat hier nachweislich nach den geltenden Regeln gehandelt und es braucht aus unserer Sicht keinen Bericht über das Stopfen der Schlupflöcher. Das Motiv des Motionärs ist deutlich ersichtlich: Die Grundstückbesitzer sollen möglichst lange von einer zu tiefen Bewertung profitieren. Die EVP behandelt diesen Vorstoss wie von der Regierung vorgeschlagen.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (pvl). Ich werde an meine Zeit im Gemeinderat erinnert: Bisweilen wurde dort behauptet, dass ganz viele Leute etwas wollten. Die Steigerung davon war, der Bürger wolle das, und die absolute Steigerung war, das Volk wolle das. Irgendwann haben wir dann übersetzt, was das eigentlich genau heisst. Die erste Stufe bedeutete einen Telefonanruf, die zweite Stufe zwei und die dritte drei Telefonanrufe. Das ist jetzt vielleicht ein bisschen überspitzt gesagt, aber in Anbetracht der Anzahl der Fälle können wir nie und nimmer von einer Systematik sprechen. Soviel zu Ziffer 1. Wir werden sie annehmen und abschreiben, wie es von der Regierung vorgeschlagen wird.

Zu Ziffer 2. Immer wenn die eine Seite einen Bericht fordert, sagt die andere, das sei nicht nötig. Wenn aber die andere einen Bericht fordert, sagt diese wieder, das sei nicht nötig. Und diejenigen, die einen Bericht fordern, sagen immer, der Bericht müsse nicht lang und könne nur ganz klein sein, und trotzdem wird über die böse, böse Verwaltung geschimpft und gesagt, sei ein grosser Wasserkopf, sie habe zu viel zu tun und koste zu viel. Wenn wir immer wieder Sachen von der Verwaltung verlangen, ist es kein Wunder, wenn wir die Zentralverwaltung nicht abbauen können. In diesem Sinn folgen wir auch bei Ziffer 2 der Regierung und unterstützen die Ablehnung.

Beatrice Simon, directrice des finances. Wie Sie der Antwort des Regierungsrats entnehmen konnten, sind die Voraussetzungen für eine ausserordentliche Neubewertung im Fall von Sanierungen und Renovationen ganz genau und klar geregelt. Sie darf nämlich nur dann vorgenommen werden, wenn der neue amtliche Wert mindestens 10 Prozent höher liegt als der alte. Nach Einschätzung des Regierungsrats ist die Rechtsprechung dazu sehr deutlich und wird von der Steuerverwaltung in keiner Art und Weise bestritten. Selbstverständlich muss sich die Steuerverwaltung, wie alle andern Ämter auch im Kanton Bern, bei der Aufgabenerfüllung nach den gesetzlichen Grundlagen und der Rechtsprechung der Gerichte richten. Es braucht also keine spezielle Anweisung durch den Regierungsrat. Deshalb kann nach Meinung des Regierungsrats Ziffer 1 der Motion angenommen und gleichzeitig abgeschrieben werden.

Mit Ziffer 2 verhält es sich etwas anders: Der Regierungsrat hat in seiner Antwort ebenfalls deutlich aufgezeigt, dass es sich bei der ausserordentlichen Neubewertung um ein Massenverfahren handelt, mit teilweise sehr komplexen Dimensionen. Es ist halt einfach so, und das kann man nicht schönreden: Es ist nicht auszuschliessen, dass bei solchen Massengeschäften Fehler passieren. Damit die Fehlerquote möglichst tief gehalten werden kann, werden alle ausserordentlichen Neubewertungen, die ja durch nebenamtliche Schätzerinnen und Schätzer vorgenommen werden, zusätzlich und systematisch durch die Abteilung Amtliche Bewertung der Steuerverwaltung überprüft. Auch das schafft keine hundertprozentige Sicherheit, führt aber dazu, dass Neubewertungen fast in allen Fällen korrekt erfolgen. Sollte das einmal nicht der Fall sein, können die Betroffenen Personen selbstverständlich Einsprache erheben.

Die Motionäre haben der Steuerverwaltung konkrete Fälle aus den Steuerjahren 2005 bis 2014 vorgelegt mit der Aussage, dass dort zu Unrecht eine ausserordentliche Neubewertung vorgenommen wurde. Die Steuerverwaltung bedauert die fehlerhaften Verfügungen ausserordentlich, möchte aber wirklich betonen, dass es sich hier um Ausnahmefälle handelt. In all diesen Fällen haben die betroffenen Personen Einsprache erhoben und die amtliche Bewertung konnte bereits im Einspracheverfahren korrekt vorgenommen werden. Ich gebe es zu: Jeder Fehler ist ein Fehler zu viel. Aber es werden enorm viele Fälle bearbeitet und es ist halt einfach wirklich leider nicht zu vermeiden, dass einmal etwas nicht korrekt läuft. Aber: In der Zeit von 2005 bis 2014

wurden rund – jetzt müssen Sie wirklich zuhören – 200 000 ausserordentliche Neubewertungen erstellt. Und in fünf dieser 200 000 Fälle gab es Beanstandungen. Da muss man sich vielleicht halt schon einmal die Frage stellen, ob sich der Aufwand für die Überprüfung und das Erstellen des Berichts wirklich lohnt. Der Regierungsrat ist der Meinung, dass sich das nicht lohnt und lehnt deshalb Ziffer 2 der Motion ab. Und er ist dankbar, wenn Sie das auch tun.

Peter Brand, Münchenbuchsee (UDC). Noch kurz zur Aussage der Regierungsrätin zu Beginn ihres Votums: Ich lese Ihnen jetzt halt doch noch Artikel 183 Absatz 1 des Steuergesetzes vor. Er befindet sich unter dem Titel «Ausserordentliche Neubewertung»: «Der amtliche Wert wird von Amtes wegen neu festgesetzt unter Berücksichtigung der am Grundstück oder an der Wasserkraft seit der letzten Bewertung eingetretenen Veränderungen wie baulichen Veränderungen (Neubau, Umbau, Abbruch von Gebäuden und Anlagen, Sanierungen und grössere Renovationen u. ä.)». Wenn die Steuerverwaltung zwischen Sanierungen und Renovationen einerseits und «sonstigen baulichen Veränderungen wie Neubau, Umbau, Abbruch etc.» anderseits unterscheidet, wie das in der Antwort auf Seite 3 steht, und dann sagt, die 10-Prozent-Regel komme nur gerade bei den Sanierungen und Renovationen zur Anwendung, begreife ich das nicht. Das entspricht nicht der Rechtsprechung. Hier haben wir ein Problem und das, was die Steuerverwaltung uns in der Antwort auf diese Motion sagt, stimmt einfach nicht.

Die Regierungsrätin sprach vorhin von fünf bekannten Fällen. Bei diesen fünf Fällen handelt es sich um die Fälle, die wir im Laufe der Jahre gesammelt haben. Wir haben nicht alle gesammelt, weil wir den Eindruck hatten, irgendwann einmal werde die Steuerverwaltung selber darauf zurückkommen. Vor allem, weil das Thema bereits in der letzten Steuergesetzrevision behandelt worden ist. Wir hatten im Laufe der Jahre noch mehr Fälle, haben sie aber nicht alle dokumentiert, das gebe ich zu. Zudem gibt es viele Leute, die das nicht unbedingt dem Hauseigentümerverband melden. Es rennen nicht alle zuerst gleich zu uns, wenn sie eine falsche amtliche Bewertung bekommen. Es gibt ganz sicher bedeutend mehr Fälle als diese fünf. Wenn man jetzt versucht, uns an diesen fünf Fällen, die wir gemeldet haben, aufzuhängen, bedeutet das, den Esel am Schwanz aufzuzäumen.

Ich verlange mit diesem einfachen Bericht nicht einfach nur einen Bericht. Ich verlange auch eine Stellungnahme dazu, was der Regierungsrat mit diesen falsch veranlagten Fällen machen will, bei denen keine Einsprache gemacht worden ist.

Von Seiten der EVP wurde gesagt, es gehe um das Stopfen von Schlupflöchern. Es geht überhaupt nicht um das Stopfen von Schlupflöchern. Es geht darum, dass wir den Eindruck haben, die Steuerverwaltung habe sich nicht in allen Fällen an die Rechtsprechung des Verwaltungsgerichts gehalten, und das hat mit dem Stopfen von Steuerschlupflöchern überhaupt gar nichts zu tun. Ich bitte Sie, beiden Ziffern der Motion zuzustimmen.

Carlos Reinhard, Thoune (PLR), vice-président. Die Finanzdirektorin verlangt das Wort nicht. Wir kommen somit zur Abstimmung. Zuerst stimmen wir über Ziffer 1, dann über deren Abschreibung und schliesslich über Ziffer 2 ab. Wer Ziffer 1 der Motion annehmen will, stimmt ja, wer sie ablehnt, stimmt nein.

Vote (ch. 1)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui	142
-----	-----

Non	2
-----	---

Abstentions	3
-------------	---

Carlos Reinhard, Thoune (PLR), vice-président. Sie haben Ziffer 1 der Motion angenommen. Wer Ziffer 1 der Motion abschreiben will, stimmt ja, wer das ablehnt, stimmt nein.

Vote (classement du ch. 1)

Décision du Grand Conseil :

Classement

Oui	75
-----	----

Non	71
-----	----

Abstentions 1

Carlos Reinhard, Thoune (PLR), vice-président. Sie haben Ziffer 1 der Motion abgeschrieben. Wer Ziffer 2 der Motion annehmen will, stimmt ja, wer sie ablehnt, stimmt nein.

Vote (ch. 2)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 81

Non 66

Abstentions 0

Carlos Reinhard, Thoune (PLR), vice-président. Sie haben Ziffer 2 der Motion angenommen.